



**Conseil départemental de la Nièvre**  
**Discours de Session - Débat d'orientations budgétaires**  
27/03/2023

*Seul le prononcé fait foi*

Chers collègues,

Je vous souhaite la bienvenue pour cette session dont l'ordre du jour appelle le vote du budget primitif et l'examen de 45 rapports.

Avant de commencer cette session à proprement parler, je souhaite rendre hommage à Bernard BARDIN.

Figure nivernaise du socialisme, fidèle de François Mitterrand, il a marqué notre département à travers chacun des mandats qu'il a occupés.

Maire de Clamecy, député et président du Conseil général de la Nièvre, il a œuvré pour l'intérêt général qu'il avait chevillé au corps.

Son humanité se conjugait à une modestie qui façonnent les grands hommes et les destins où se mènent les justes batailles au service du bien public.

Son héritage est d'abord celui d'un engagement entier au service des Nivernais.

Et forcément y associer la disparition de Guy DOUSSOT, ancien Maire de CHATEAU-CHINON.

Faisons s'il vous plaît une minute de silence.

Comme je vous le disais, notre Assemblée Départementale définira les perspectives budgétaires et les politiques publiques prioritaires associées.

Prioritaires, car la stratégie budgétaire s'inscrit dans un contexte où les contingences financières sont particulièrement fortes.

Des choix seront opérés, en responsabilité.

Le travail essentiel que nous avons mené au sein des différentes commissions, trouvera aujourd'hui un aboutissement, parfois dans la concorde, parfois non.

Mais je sais que cela se fera avec la volonté première de construire des politiques qui améliorent le quotidien des Nivernaises et des Nivernais.

Car c'est d'abord cela qui nourrit notre engagement.

Et les besoins sont importants, pluriels et renforcés par un contexte qui fragilise toujours davantage.

En effet, les Nivernais font face à un niveau d'inflation oublié depuis près de 40 ans, et à une crise énergétique qui nous rappelle la fin des années 70.

En ce début d'année, elles ont percuté le pouvoir d'achat, notamment des plus fragiles dont la part croissante des dépenses incompressibles grève de facto le reste à vivre.

La paupérisation et les difficultés s'accroissent.

Mettons pour mémoire sur la table les quelques chiffres que d'autres s'évertuent à mettre sous le tapis :

- 17 % d'entre nous vivent en dessous du seuil de pauvreté,
- Les travailleurs pauvres sont 8 %,
- 35 % des personnes en grande pauvreté sont des enfants.

Face à ces réalités, il faut redire haut et fort que l'État, au lieu de jouer son rôle protecteur à travers un niveau renforcé de services publics, fait le choix du désengagement sous couvert d'économies comptables.

La réforme des retraites n'a pour autre ambition que le respect des 3 % de déficit public, et cela, au prix du sacrifice des plus faibles.

La fracture démocratique est totale et les éléments de langage ne masquent rien du mépris pour les voix qui disent une réalité dont le gouvernement est déconnecté.

Cette réforme raconte la violence sociale dans ses fondements comme dans sa méthode.

Rappelons aussi que le calcul économique qui prime sur le progrès social s'est déjà cruellement exprimé dans la Loi de finances pour 2023, la plus austère depuis 20 ans pour nos services publics.

Les conséquences sont claires :

- des collectivités exsangues sous l'effet de l'inflation de la crise énergétique, de l'augmentation des besoins sociaux,
- l'absence des compensations de l'État,
- Le constat quotidien de l'effondrement des services publics dans la Nièvre.

L'État semble nous dire, non sans cynisme, que pour nous ce sera « ni proximité, ni blé ».

Ce que les Nivernais perçoivent aujourd'hui, à raison, c'est d'abord un accès à la santé dont ils sont exclus.

Les 18 000 patients sans médecin traitant ne se contenteront pas d'un État qui les oublie.

C'est aujourd'hui jusqu'au renouvellement des ordonnances que les problèmes se posent, alors même que les maladies chroniques augmentent tendanciellement.

À l'hôpital, les fermetures de services se succèdent les unes aux autres. Le vide des services d'urgences fait peser des dangers sur la vie des gens. Aucun plan pour accompagner le financement des intérimaires.

La suspension d'ouverture de la maternité d'Autun imposera aux patientes morvandelles de faire jusqu'à 1h30 de trajet pour pouvoir accoucher.

À l'autre bout du spectre du parcours de vie, le vieillissement de la population.

Il n'est une surprise ni en termes de projections démographiques, ni en termes d'évolution des besoins de prise en charge.

Pourtant et malgré nos appels, nous faisons tous le constat d'EHPAD en déshérence, de bâtiments en décrépitude, d'établissements en difficultés de gestion (Entrains-sur-Nohain, St-Pierre le Moutier, Luzy...). Leur point commun : une gestion par le GHT ou par le secteur privé, alors que le secteur associatif, chère Justine GUYOT, invente la maison de retraite du futur.

Dire tout cela, c'est aussi mesurer les impacts majeurs sur l'attractivité de métiers pourtant essentiels pour tous nos EHPAD.

L'effondrement des services publics touche au système de santé comme au système éducatif.

Dans la Nièvre, ce sont 13 postes supprimés pour la rentrée 2023.

Dans l'académie de Lille, 149 postes sont rayés de la carte.

Le seul objectif poursuivi est celui du nombre de suppressions alors que :

- l'évolution des effectifs au sein des classes n'est considérée ni à l'instant t, ni en dynamique au regard des naissances observées,
- les spécificités de nos territoires justifient des besoins d'accompagnement largement supérieurs à la moyenne française.

Quand le système éducatif privilégie l'égalité dans les décisions comptables à l'équité dans les moyens donnés, il ne permet plus de répondre à sa vocation : l'égalité des chances et des possibles.

Nous rencontrerons prochainement le Ministre de l'Éducation avec des propositions pour expérimenter un laboratoire de l'école rurale.

L'accès aux droits et aux services doit continuer de s'incarner dans une véritable organisation territoriale des services publics en proximité.

Mais force est de constater que les Nivernais observent aujourd'hui chez eux l'accumulation de la fermeture de classes, l'étiollement de l'offre de soins, l'arrêt des services postaux entre autres.

Si nous nous sommes battus pour disposer partout de la fibre, il n'en demeure pas moins que toute une partie des citoyens continuera à renoncer à ses droits si le numérique devient l'alpha et l'oméga des voies d'accès à ces derniers.

D'autant que l'effondrement des services publics de proximité dans la Nièvre n'a jamais été posé au regard des difficultés de déplacements et de transports. Alain HERTELOUP le sait bien, il y reviendra pour le retour partiel au 90 Km/h ou encoure au titre du Canal.

Pour l'État, la proximité reste donc un concept de Ministère.

Pour cela, il est urgent que l'État se manifeste au-delà des mots et on dit qu'il n'y a pas d'amour sans preuves d'amour.

Or, où sont celles qui témoignent de l'amour pour notre territoire ?

*Dans les compensations financières des revalorisations liées au Ségur ou à la Loi Taquet ?*

Non, puisque l'État nous doit toujours 20 millions d'euros, dette qui devrait encore se creuser après l'annonce de la revalorisation du RSA.

*Dans la confiance qu'il porte aux collectivités pour leurs capacités à identifier et répondre aux besoins de proximité ?*

Non, puisque les leviers fiscaux disparaissent les uns après les autres.

Encore non quand on voit se développer les appels à projets nationaux qui enferment les initiatives locales et que nous défendons cher Jean-Paul FALLET, une nouvelle économie.

*Dans sa volonté de répondre aux fractures sociales qui se creusent ou à la crise démocratique ?*

Toujours non puisque l'expression même de nos concitoyens est balayée au motif que l'intelligence et la perception des vraies réalités ne seraient l'apanage que d'une minorité de techniciens gouvernementaux.

C'est pourtant bien dans ce contexte que le budget 2023 a été construit :

- un contexte économique incertain, renforcé par un État aux abonnés absents ;
- et des besoins sociaux qui augmentent.

Ainsi, nous vous proposons un budget comme un « bouclier social et territorial protecteur », capable, en responsabilité, d'améliorer le quotidien et de projeter les vies des Nivernaises et des Nivernais dans l'avenir.

Face à un gouvernement qui blesse, nous serons un Département qui protège.

Pour cela, et nous faisant l'écho des propositions que les Nivernais ont exprimées dans le cadre d'Imagine la Nièvre, nos priorités sont claires :

La première d'entre elles est la constitution d'un bouclier social, avec trois axes prioritaires.

Tout d'abord, le renforcement de l'accès à la santé à travers l'augmentation du temps médical global dans le département.

- Cet objectif se traduira notamment par le développement du centre départemental de santé à La Machine, dans le Morvan, et d'autres antennes suivront.
- Nous délibérerons pour la reprise du centre de santé mutualiste d'Imphy et de Nevers pour assurer la continuité du temps médical.
- Cet objectif se traduit aussi par le développement des bourses aux futurs professionnels de santé. Déjà une quinzaine de médecins généralistes se sont installés dans la Nièvre grâce à ce dispositif que nous étendons aux spécialistes, sages-femmes, kiné.

On ne parle pas de santé dans la Nièvre sans parler de la capacité des sapeurs-pompiers à pallier les défaillances du système de soins. Ils sont les premiers acteurs de l'urgence.

- Ainsi, le Département s'engage cette année à travers un effort financier inédit, avec une dotation supplémentaire de 1,2 millions d'euros.
- Elle permettra notamment le renforcement des effectifs via le recrutement de 7 sapeurs-pompiers professionnels et un grand plan volontariat, cher Michel MULOT.

Enfin, avec 1000 enfants confiés à l'aide sociale, le Département se doit de construire des politiques à la hauteur des enjeux.

Du repérage des situations de risques à l'amélioration du suivi des parcours, de l'augmentation indispensable des places d'hébergement à l'aide aux familles, la politique relative à l'enfance est effectivement une priorité majeure inscrite au budget 2023.

Les travaux pour l'ouverture de la MADEF en sont l'une des expressions les plus emblématiques. Je veux ici remercier Michèle DARDANT.

Nous renforcerons notre accompagnement à la jeunesse, avec comme axes prioritaires :

- la mise en œuvre des projets dans le cadre de « Collèges de demain ». La pertinence de cette initiative est d'autant plus évidente quand des synergies sont aujourd'hui à construire avec le programme de l'Éducation nationale « Notre école, faisons-la ensemble »
- Nous donnerons toute leur place aux jeunes dans le renouveau de notre département, à travers par exemple
  - 1/3 du budget participatif dédié aux projets des jeunes,
  - ou l'aide au permis de conduire qui est sanctuarisée.
- Prendre soin de notre jeunesse et lui donner demain la place et l'avenir qu'elle mérite, c'est aussi améliorer au quotidien les conditions éducatives en accompagnant les collèves.
  - À travers par exemple l'augmentation de la réserve pour faire face à la hausse des charges, qu'il s'agisse des dépenses énergétiques ou des denrées alimentaires pour limiter l'impact coût de la cantine scolaire sur les familles. Merci Wilfried SEJEAU pour ton engagement.
- Enfin, mettre dans les mains de la jeunesse les cartes du renouveau de la Nièvre c'est aussi lui permettre d'exprimer sa vision du département dans l'avenir. L'année 2023 est ainsi consacrée à déployer Imagine la jeunesse ! Et déjà des réunions ont montré que dès lors qu'on leur donne la parole, ils la prennent et les idées jaillissent.

Le budget 2023 réaffirme aussi avec force l'importance maintenir un bouclier territorial avec comme axes prioritaires :

- le maintien des crédits alloués aux communes et communautés de communes accompagnent des projets sources d'attractivité, de solidarité territoriale et d'innovation publique. Jocelyne GUERIN y reviendra.

- le soutien au secteur agricole dont la richesse pour la Nièvre et les besoins d'accompagnement face aux impératifs de la transition écologique ou aux effets d'un libéralisme dérégulé, sont majeurs : filière viande et abattoirs, coopérative d'utilisation du matériel agricole, soutien aux projets agricoles, travail sur le foncier... Thierry GUYOT nous présentera cet effort budgétaire.
  - La Nièvre s'est encore distinguée au Salon de l'agriculture avec plus de 25 lauréats et de nombreuses médailles.
- la culture dont le budget est lui aussi maintenu.
  - Elle n'est pas chiffon rouge dans un budget contraint, elle est espace de respiration et de rassemblement dans une période incertaine et anxiogène.
  - Nous la sanctuarisons en réaffirmant notre soutien pour l'éducation artistique, pour l'ensemble des projets qui rayonnent à l'échelle départementale, pour l'ensemble des acteurs qui concourent à faire de l'aménagement culturel du territoire une source d'émerveillement, d'émancipation, d'éveil de la conscience citoyenne. En temps de crise, la culture est un investissement incontournable, sans oublier la lecture publique, chère Éliane DESABRE.

#### La Nièvre reste une fabrique des transitions et des innovations.

En témoigne le développement de l'expérimentation Territoire Zéro chômeur de longue durée. Grâce à l'ensemble des territoires habilités, ce sont plus de 200 CDI signés, qui ont redonné un revenu, une utilité sociale et la dignité à des personnes exclues du monde du travail depuis de nombreuses années.

- A toutes les échelles, nous continuerons à œuvrer à des politiques durables et moins cloisonnées.
  - Nous poursuivrons l'accompagnement des collègues dans la transition écologique : développement des circuits courts, panneaux photovoltaïques, isolation thermique des bâtiments...
  - Nous poursuivrons aussi le travail essentiel engagé, sur la gestion de la ressource en eau, comme de la forêt, chère Blandine DELAPORTE.
  - Nous continuerons à renforcer la lutte contre la perte d'autonomie, à la MDPH, en luttant contre l'illettrisme et l'accompagnement de l'autisme, chère Maryse AUGENDRE.

Mais vous l'avez compris, ces priorités s'inscrivent dans un contexte budgétaire inédit.

Nous rappellerons à la Ministre de la ruralité que nous rencontrons prochainement qu'il n'existe plus de modèle de financement d'un département comme la Nièvre.

Des choix ont été faits et des efforts considérables sont engagés pour mettre en œuvre ces priorités. Je veux ici remercier Daniel BARBIER et les Services qui ont travaillé sans relâche à construire ce budget.

Je tiens ici à souligner les principaux chiffres qui caractérisent la situation financière et les mesures prises face à elle.

## Le budget 2023 est d'abord marqué par :

- Des dépenses de fonctionnement en spectaculaire augmentation, indépendantes de la gestion du département. L'augmentation est de près de 20 millions d'euros, notamment :
  - sous l'effet des mesures nationales aux conséquences d'autant plus imprévues (point d'indice, ségur, avenant 43, revalorisation du RSA...) que l'État ne respecte pas ses engagements,
  - sous l'effet également d'une inflation aux conséquences majeures sur le budget,
  - sous l'effet enfin d'une augmentation nécessaire du budget dédié à la sécurité civile.
- Des recettes dépendantes de la conjoncture économique et du bon vouloir de l'État qui se traduisent par l'incertitude comme seul horizon :
  - la dynamique des DMTO s'affaiblit avec une prévision de baisse de 10 % entre 2022 et 2023
  - une autonomie fiscale que nous n'avons plus entre la taxe foncière, la CVAE ou encore la fraction de la TVA aux règles de compensation obscures
  - les dotations de l'État et de la caisse nationale de solidarité et d'autonomie sont inexistantes ou insuffisantes et fondées sur des critères inadaptés aux territoires ruraux
  - la dotation globale de fonctionnement n'est pas indexée sur l'inflation et le « pacte de confiance » met les collectivités en contribution au désendettement de l'État.

Face aux marges de manœuvre qui disparaissent, le budget 2023 doit conjuguer responsabilité et bouclier protecteur.

Pour ce faire :

- 3,3 millions d'euros d'économies sont réalisées en fonctionnement. Des postes ne seront pas remplacés, des recrutements échelonnés, des organisations nouvelles verront le jour pour pallier les manques, des coopérations renforcées avec nos partenaires permettront la recherche d'économies d'échelle qui permettront de venir en soutien au 1700 agents actuels. Joëlle JULIEN poursuivra le dialogue social.
- Si le niveau d'investissement augmente pour s'établir à 42 millions d'euros, notamment pour absorber de gros projets comme la cité des présents, la RN7 ou la maison de l'enfance, un effort de 4 millions d'euros d'économies a été réalisé.
- Un endettement qui s'élève à 20 millions d'euros pour le projet de budget 2023. L'encours de dette est en diminution constante, passant de 230 millions d'encours de dettes à 217 millions en 2022 alors que sur la même période les investissements sont passés de 28 millions à 39 millions d'euros.

Trois motions seront aujourd'hui présentées à l'issue des interventions souhaitées des Présidents de Groupe. Elles concernent respectivement le budget, la maternité d'Autun et la carte scolaire.

Mais avant cela et pour finir, je tiens à redire à quel point le contexte est difficile.

Nous ne pouvons pas tout faire, mais n'acceptons pas pour autant la dégradation de nos capacités à agir sur des besoins que notre proximité nous permet d'identifier au quotidien.

Nous n'acceptons pas non plus que des politiques soient imposées indifféremment des spécificités territoriales, indifféremment des stratégies vertueuses déjà engagées, indifféremment des besoins de développement, et même indifféremment de leur cohérence avec d'autres politiques publiques. Je pense ici au Zéro artificialisation net des sols. Nous ne discutons pas l'objectif final mais bien les modalités pour y parvenir pour l'ensemble de la Région Bourgogne-Franche-Comté. La Nièvre ne sacrifiera pas le développement de ses projets au bénéfice d'autres.

Enfin, nous n'acceptons pas l'idée de renoncer à ce qui construit au quotidien la cohésion sociale et la confiance.

C'est le sens de ce budget protecteur.

C'est aussi le sens de l'Observatoire citoyen mis en place autour d'un groupe de Nivernais qui poseront leur regard sur la réalisation des engagements pris et proposeront le cas échéant des évolutions.

Cette nouvelle manière de faire de la politique autour des citoyens, des experts du Département et des élus, raconte aussi l'humilité de chercher ensemble des solutions pour la Nièvre de demain et le plaisir de le faire en humanité.

Fabien BAZIN  
Président du Conseil départemental de la Nièvre